



**« Vous n'êtes pas des travailleurs sociaux. Organiser un match de foot pour les jeunes du quartier, c'est bien, mais ce n'est pas la mission première de la police. »**

**Nicolas Sarkozy, 3 février 2003**

Les attentats de ces dernières années semblaient avoir changé les rapports entre la police et la population. Hier accusée de contrôles aux faciès et de violence gratuite, elle fut acclamée par le peuple. Mais, rapidement, le schéma classique a repris le dessus : loin de se respecter, la police et la population s'affrontent et se déchirent de plus en plus violemment. La défiance face aux gouvernements ne fait qu'augmenter et la police est de plus en plus prise à partie. Son modèle actuel, hyper-centralisé, basé sur l'intervention et la réaction à des troubles, contribue à accroître la distance et l'incompréhension des deux parties. La politique du chiffre aggrave cette situation en occultant la remise en question qualitative du travail policier. De plus, la montée des extrémismes creuse le fossé. Instrumentalisée à des fins politiques, la police veut sortir du rôle qu'on lui fait jouer. Elle se retrouve aujourd'hui au service du pouvoir pour conforter une politique de la peur. Dans les quartiers ou les manifestations, les gardiens de la paix sont passés d'adversaires à ennemis. Cette politique met les policiers en danger. Les Français se retrouvent coupés de leur police, conscients qu'elle n'est plus là pour les aider et les servir.

Ce constat n'est malheureusement pas nouveau et a été étudié et démontré par de nombreux scientifiques, notamment Sébastien Roché, directeur de recherche au CNRS (*De la police en démocratie*, Grasset), qui donne ici des pistes de réflexion pour répondre à ces maux : « Mais où se cachent les réponses du gouvernement à la fabrique française de la frustration, aux signes précoces d'attraction pour la violence extrémiste ? Sur quelles questions faut-il absolument une réponse ? Deux enjeux sont critiques. Premièrement, qu'en est-il de la capacité à former une collectivité politique nationale inclusive, qui ait le pouvoir de rassembler ses différentes composantes ethniques, religieuses, et sembler pertinente aux classes populaires, aux ouvriers et employés, aux habitants des zones défavorisées ? Les postures des faucons, l'affirmation que la France serait en guerre (tout en organisant la compétition de foot de l'Euro !), au mépris de l'évidence qui se manifeste en comparant la situation des théâtres d'opérations militaires à ceux des villes françaises, me semblent des bases tout à fait insuffisantes pour traiter les problèmes localement, à la racine. [...] Deuxièmement, au cœur des valeurs qui constituent un bien précieux et qui font tenir ensemble les membres d'une communauté se trouve l'égalité : elle est ce qui rapproche et rend similaire malgré les différences. Ce n'est pas un hasard si elle est placée au début de la Déclaration des droits de l'Homme, qui fait partie du bloc des textes constitutionnels. Mais quelle place veut-on lui réserver ? Il est clair que la renforcer n'est pas tâche d'une seule organisation publique. Et ceux qui rejettent les valeurs libérales ne changeront pas de conviction à l'issue des bonnes interactions avec la police, fussent-elles dénuées de toute aspérité. La police a cependant, pour les autres plus indécis, sa responsabilité : d'elle dépendent largement les relations avec les règles partagées, l'expérience de ce que sont les valeurs au concret dans un régime politique. Invoquer la République et la laïcité implique de faire de la lutte contre les discriminations une priorité supérieure. Si les responsables politiques laissent les garants des règles réserver un traitement séparé à certaines catégories de citoyens, ou pire favorisent une telle orientation, ils sapent les fondements de l'idée d'un ordre commun et juste. J'ai la conviction que les valeurs d'égalité constituent le seul socle sur lequel bâtir une police pour tous et

impartiale avec tous, une police universaliste, qui puisse jouer un rôle positif dans la cohésion de nos sociétés individualistes, hétérogènes et fragmentées, en particulier dans cette période marquée du sceau du terrorisme. »

### **QUELLE POLICE VOULONS-NOUS ?**

La répression pure et dure est un échec. L'angélisme est un échec. Une phrase des travailleurs britanniques, reprise par les policiers de New York, résume bien la problématique : « Il faut être dur avec le crime, dur avec les causes du crime. »

Sans une relation forte et saine entre police et population, aucune démocratie ne peut vivre paisiblement. C'est pourquoi le collectif Citoyens & Policiers défend l'idée d'une police coproduite avec les citoyens, une police de proximité. La mise en place de cette vision à long terme s'appuie sur une volonté claire : faire de la sûreté un droit égal pour tous, réduire la petite délinquance, rétablir la paix civile là où elle est menacée, apporter à tous nos concitoyens la protection de la loi républicaine.

Cette doctrine de la sécurité publique, mise en œuvre par le gouvernement de Lionel Jospin en 1999 et supprimée par Nicolas Sarkozy, consistait en un redéploiement d'agents polyvalents et autonomes sur des secteurs de petites superficies. Des policiers plus présents sur le terrain, souvent à pied, et donc proches de la population, développant une capacité à prendre des initiatives dans un contexte de danger et d'incertitudes, comme l'a prouvé la gestion de la catastrophe AZF par la police toulousaine en 2001.

**« Les gens n'aiment pas les flics en général mais ils aiment bien leurs flics. » Jean-Pierre Havrin**

La police au service du citoyen est une police de fond, une police de longue haleine fondée sur la résolution de problèmes, véritablement efficace au-delà d'un mandat électoral. Elle ne joue pas uniquement sur l'émotion, sur la réponse sensationnelle, médiatique et superficielle. Malheureusement, l'usage politique de la police de proximité il y a quinze ans a tué dans l'œuf cette révolution culturelle qui pourtant s'impose, permettant de restaurer ce lien de confiance, vecteur d'apaisement des tensions et bon indicateur de la qualité du service public.

À défaut de peser sur les politiques mises en œuvre, le collectif Citoyens & Policiers s'attache à instaurer ce nécessaire dialogue. Par le biais de cette rencontre sportive symbolique, il défend l'idée que l'échange humain est le meilleur moyen de montrer qu'une coproduction comme la police de proximité est possible. Faire tomber les préjugés et les idées reçues est un travail quotidien accessible à tous, comme cet outil qu'est le match de football. Cette humble initiative de terrain essaiera de casser les idées reçues et les préjugés sur la police de proximité.

Informé et responsabiliser les citoyens (y compris s'ils sont policiers) est une voie crédible pour faire baisser la violence et la délinquance et ainsi s'attaquer à la racine du mal tout en améliorant les relations entre la police et la population.

### **COLLECTIF CITOYENS & POLICIERS**

Sur Internet : <http://citoyens-policiers.org/>

Sur Facebook : [www.facebook.com/citoyensetpoliciers](http://www.facebook.com/citoyensetpoliciers)

Sur Twitter : @CollectifCetP